ML. - 1 - L. 4690/2.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 23 mars 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'exécution des arrêts de la Cour de justice et de certaines décisions de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier", a donné le 4 avril 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e Maart 1955 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de tenuitvoerlegging van de uitspraken van het Hof van justitie en van sommige beschikkingen van de Hoge Autoriteit van de Europese gemeenschap voor kolen en staal", heeft de 4e April 1955 het volgend advies gegeven :

L'avant-projet tend, d'une part, à organiser la vérification de l'authenticité des décisions de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier contenant des obligations pécuniaires ainsi que des arrêts de la Cour de justice, dont l'exécution est poursuivie en Belgique et, d'autre part, l'apposition sur ces décisions et arrêts de la formule exécutoire usitée en Belgique.

Il a, en outre, pour objet d'exempter du droit de greffe les expéditions, copies et extraits tant des arrêts de la Cour de justice que des décisions de la Haute Autorité, et vise, enfin, à charger le Roi de prendre les mesures complémentaires nécessaires à la mise en oeuvre de la loi nouvelle.

\+

\+ \+

En vertu des articles 44 et 92 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, approuvé par la loi du 25 juin 1952, les décisions de la Haute Autorité comportant des obligations pécuniaires et les arrêts de la Cour de justice ont force exécutoire sur le territoire des Etats membres de la Communauté.

"L'exécution forcée sur le territoire des Etats membres est poursuivie, dit notamment l'article 92, suivant les voies de droit en vigueur dans chacun de ces Etats et après qu'aura été apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité de ces décisions, la formule exécutoire usitée dans l'Etat sur le territoire duquel la décision doit être exécutée. Il est pourvu à cette formalité à la diligence d'un Ministre désigné à cet effet par chacun des Gouvernements.

/

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour".

Il suit de là que les décisions et arrêts que les deux articles concernent ont, en vertu du traité même, effet de plein droit en Belgique et qu'ils y sont exécutoires par la force moyennant la seule vérification de leur authenticité et l'apposition consécutive de la formule exécutoire.

L'avant-projet vise essentiellement à organiser ces dernières formalités.

\+

\+ +

La vérification de l'authenticité des actes ne constituant, en l'occurrence, que l'accomplissement d'une formalité purement matérielle, et l'apposition de la formule exécutoire n'étant que la conséquence nécessaire de la vérification, le Gouvernement n'aperçoit pas la raison d'instituer à cette double fin une procédure de caractère juridictionnel.

Ecartant une méthode qui se serait inspirée des dispositions adoptées par l'article 10 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence à l'égard des décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale, l'avant-projet charge de la vérification de l'authenticité des actes, le Ministre des Affaires étrangères ou le fonctionnaire auquel cette tâche est spécialement dévolue. De toute évidence est-ce parce que le Ministre des Affaires étrangères et les fonctionnaires de ce département sont, en raison des rapports constants qu'ils entretiennent avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier, les mieux placés pour y procéder.

Quant à l'apposition de la formule exécutoire, elle est confiée au greffier en chef près la Cour d'appel de Bruxelles parce que, aux termes de l'exposé des motifs, il est conforme aux principes d'organisation judiciaire de charger un greffier de l'accomplissement de cette formalité.

Cette procédure ne correspond toutefois à aucune des procédures adoptées par les autres Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier pour l'exécution des articles

Elle se caractérise par la conjugaison de l'intervention d'un Ministre ou d'un fonctionnaire qu'il désigne, d'une part, et d'un greffier, d'autre part, dont la mission normale est d'assister les membres de la juridiction auprès de laquelle il est établi, de garder les minutes des décisions de cette juridiction et d'en délivrer des grosses, des expéditions et des copies.

Pour parvenir à ce résultat, une loi est nécessaire parce que c'est la loi qui fixe les attributions des greffiers et aussi, parce que, à certains actes accomplis par les greffiers, la loi attache des effets fiscaux tels que la perception de droits d'enregistrement, de greffe ou de timbre.

Le Gouvernement étant pressé d'assurer l'exécution des articles 44 et 92 du traité, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il pourrait y parvenir plus rapidement et aussi efficacement que par la loi qu'il projette en recourant à un arrêté royal. Mais pour cela il faudrait qu'il renonce à l'apposition de la formule exécutoire par un greffier, pour charger de ce soin, soit le Ministre qu'il désigne pour procéder à la vérification de l'authenticité des actes, soit un autre Ministre, tel le Ministre de la Justice, comme c'est le cas au Grand-Duché de Luxembourg, soit un fonctionnaire dont, en vertu de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, il lui appartient de fixer les attributions.

Il ne saurait, semble-t-il, en résulter d'inconvénient puisque l'apposition de la formule exécutoire découle obligatoirement de la vérification de l'authenticité de l'acte et n'implique ni conservation d'une minute, ni délivrance d'expéditions ou de copies.

.../...

Le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier ayant été approuvé par la loi du 25 juin 1952, le Roi puise dans les articles 67 et 68 de la Constitution des pouvoirs suffisants pour assurer de cette manière l'exécution des articles 44 et 92 du traité. Il n'aurait pas à déroger à la législation fiscale puisqu'aucune loi n'attache, dans le chef des ministres ou des fonctionnaires de l'administration générale qu'il pourrait déléguer, des effets fiscaux à des interventions de cette nature.

Il lui est également loisible d'apporter à la formule exécutoire les adaptations que rend nécessaires son application aux actes des organes de la Communauté européenne du charbon et de l'acier puisqu'en vertu de l'article 30 de la Constitution, c'est au Roi qu'il appartient d'arrêter cette formule.

Ces considérations amènent, dès lors, le Conseil d'Etat à suggérer l'exécution des articles 44 et 92 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier par un arrêté royal qui s'inspirerait du texte donné in fine du présent avis.

Si, toutefois, le Gouvernement estimait ne pouvoir se rallier à cette suggestion, il serait nécessaire d'insérer dans l'avant-projet de loi une disposition qui exempterait l'intervention du greffier non seulement

.../...

du droit de greffe, comme le prévoit l'article 3, mais surtout du droit d'enregistrement et du droit de timbre dont cette intervention serait passible par application de l'article 152, 2°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et par application de l'article 8, 2°, du Code des droits de timbre.

Il serait, en outre, souhaitable, pour éviter tout doute quant à la portée de l'article 4, de le rédiger de manière à en faire ressortir qu'il autorise le Roi à prendre toutes les mesures complémentaires nécessaires pour assurer l'exécution des articles 44 et 92 du traité.

L'exonération du droit de greffe n'est d'ailleurs utile que dans la mesure où c'est le droit d'expédition qui est visé et pour autant qu'il entre dans l'intention du Gouvernement, faisant usage des pouvoirs qu'il prévoit à l'article 4, de charger le greffier de délivrer des expéditions, des copies ou des extraits des décisions et arrêts des organes de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Or, on voit mal comment le greffier pourrait établir de tels documents puisqu'il n'est pas dépositaire des minutes. Celles-ci sont conservées par les organes compétents de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF A L'EXECUTION DES ARRETS DE LA COUR DE JUSTICE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER ET DES DECISIONS DE LA HAUTE AUTORITE COMPORTANT DES OBLIGATIONS PECUNIAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29, 30, alinéa 2, 67 et 68 de la Constitution;

Vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, approuvé par la loi du 25 juin 1952, notamment les articles 44 et 92;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1951 réglant la formule exécutoire des arrêts et jugements;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, et de Notre Ministre ...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'apposition de la formule exécutoire sur les arrêts de la Cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ainsi que sur les décisions de

.../...

la Haute Autorité qui comportent des obligations pécuniaires, dont l'exécution forcée doit être poursuivie en Belgique, est demandée par requête adressée au Ministre des Affaires étrangères.

A la requête sont jointes deux copies de l'arrêt ou de la décision à exécuter et deux copies certifiées conformes de chacune des traductions de l'acte dans les langues officielles de la Communauté, à l'exception de la traduction en langue italienne, délivrée et certifiée conforme par l'organe compétent de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Article 2.-

Le Ministre des Affaires étrangères vérifie l'authenticité de l'arrêt ou de la décision et fait mention de la vérification sur chacune des copies de l'acte et des copies des traductions annexées à la requête.

Le Ministre peut charger un fonctionnaire du Ministère d'exercer cette attribution.

Article 3.-

Au vu de l'attestation d'authenticité portée sur les copies par le Ministre des Affaires étrangères ou par le fonctionnaire délégué à cette fin, le ... appose, sur l'une des deux copies de l'arrêt ou de la décision, la formule exécutoire ci-après :

.../...

"Nous BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, faisons savoir :

La Cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier a rendu le ... l'arrêt reproduit ci-avant ;

ou

La Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier a pris le ... la décision reproduite ci-avant;

Mandons et ordonnons à tous les huissiers à ce requis de mettre cet arrêt / cette décision à exécution;

A nos procureurs généraux et à nos procureurs du Roi près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Fait à Bruxelles, le ... "

Cette formule est signée par le (1) ... et la copie est scellée du sceau du ministère.

Le (1) consigne sur l'autre copie l'apposition de la formule exécutoire et garde cette copie ainsi qu'une copie de chacune des traductions pour les déposer parmi les archives du ministère.

---

(1) à compléter par la mention du ministre ou fonctionnaire chargé d'apposer la formule exécutoire.

La copie revêtue de la formule exécutoire ainsi qu'un exemplaire des traductions sont remis à la personne qui a demandé l'apposition de la formule.

Article 4.-

Notre Ministre des Affaires étrangères, et Notre Ministre de ... sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le .

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre de ...

Het voorontwerp strekt er toe, een regeling te treffen enerzijds ten aanzien van de verificatie van de authenticiteit van de beschikkingen van de Hoge Autoriteit van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal, die geldelijke verplichtingen inhouden, en van de uitspraken van het Hof van Justitie, waarvan de tenuitvoerlegging in België wordt voltrokken, en anderzijds ten aanzien van het stellen van het in België gebruikelijke bevel tot tenuitvoerlegging op zodanige beschikkingen en uitspraken.

Het wil bovendien de uitgiften, afschriften en uittreksels van de uitspraken van het Hof van Justitie en van de beschikkingen van de Hoge Autoriteit, van griffierecht vrijstellen en ten slotte de Koning de bevoegdheid opdragen om de voor de inwerkingstelling van de nieuwe wet nodige bijkomende maatregelen te nemen.

\+

\+ \+

Krachtens de artikelen 44 en 92 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor kolen en Staal, dat bij de wet van 25 juni 1952 is goedgekeurd, kunnen de beschikkingen van de Hoge Autoriteit, die geldelijke verplichtingen inhouden, en de uitspraken van het Hof van Justitie ten uitvoer worden gelegd op het grondgebied der deelnemende Staten.

"De gedwongen tenuitvoerlegging op het grondgebied van de deelnemende staten wordt voltrokken, aldus artikel 92, overeenkomstig de rechtsgang van kracht in elk der deelnemende Staten en nadat daarop, in de Staat op

.../...

welks grondgebied de beschikking ten uitvoer moet worden gelegd, het gebruikelijke bevel tot tenuitvoerlegging is gesteld, zonder enige andere contrôle dan de verificaties van de authenticiteit dezer beschikkingen. Het vervullen van deze formaliteit geschiedt door bemiddeling van de daartoe door elk der Regeringen aangewezen Minister.

De gedwongen tenuitvoerlegging kan slechts worden opgeschort op grond van een beslissing van het Hof".

Hieruit volgt dat beschikkingen en uitspraken, waarvan in die beide artikelen sprake is, op grond van het verdrag zelf van rechtswege in België uitwerking hebben en dat zij alhier met de sterke arm ten uitvoer kunnen worden gelegd onder het enige voorbehoud van een verificatie van de authenticiteit en het daaropvolgende stellen van het bevel tot tenuitvoerlegging.

In wezen bedoelt het voorontwerp, regelen ten aanzien van deze formaliteiten te stellen.

\+

\+ \+

Daar de verificatie van de authenticiteit van akten in onderhavig geval niets anders is dan een zuiver materiële formaliteit en daar het stellen van het bevel tot tenuitvoerlegging slechts het noodzakelijk gevolg van de verificatie is, heeft de Regering geen reden gezien om met dit tweeledig doel een jurisdictionele procedure in te voeren.

Een methode naar het voorbeeld van de bepalingen van artikel 10 van de wet van 25 Maart 1876 betreffende de bevoegdheid ten aanzien van beslissingen van buitenlandse rechters in burgerlijke en handelszaken, wordt door het voorontwerp afgewezen en de verificatie van de authenticiteit

.../...

van de akten wordt opgedragen aan de Minister van Buitenlandse Zaken of aan de ambtenaar, op wie deze taak meer in het bijzonder rust. Klaarblijkelijk is dit hierdoor te verklaren, dat de Minister van Buitenlandse Zaken en de ambtenaar van dat departement daarvoor het meest in aanmerking komen wegens de vaste betrekkingen die zij met de Europese Gemeenschap voor kolen en staal onderhouden.

Het stellen van het bevel tot tenuitvoerlegging echter moet aan de hoofdgriffier bij het Hof van beroep te Brussel worden opgedragen, omdat het luidens de memorie van toelichting "strookt met de principes van onze rechtelijke inrichting, het vervullen van deze formaliteit aan een griffier toe te vertrouwen".

Deze procedure komt evenwel niet overeen met de procedure welke de overige deelnemende Staten van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal, voor de uitvoering van de artikelen 44 en 92 van het Verdrag hebben aangenomen.

Zij wordt gekenmerkt door het optreden én van een Minister of een door hem aangewezen ambtenaar, én van een griffier, wiens normale taak het is de leden van het gerecht, waarbij hij benoemd is, bij te staan, de minuten van de uitspraken van dat gerecht te bewaren en daarvan grossen, uitgiften en afschriften af te geven.

.../...

Om daartoe te kunnen komen, is een wet nodig , omdat het de wet is die de bevoegdheden van de griffiers vaststelt en ook omdat de wet aan bepaalde handelingen van de griffiers fiscaalrechtelijke gevolgen verbindt, zoals de heffing van registratie-, griffie- of zegelrechten.

Nu de Regering onverwijld uitvoering wil geven aan de artikelen 44 en 92 van het Verdrag, zou het beoogde doel naar 's Raads mening even goed en zelfs sneller door een koninklijk besluit dan door de ontworpen wet kunnen worden bereikt. Maar in dat geval zou de Regering er moeten van afzien, het bevel tot tenuitvoerlegging door de griffier te laten stellen en zou zij deze taak moeten opdragen hetzij aan de Minister, die zij met de verificatie van de authenticiteit der akten belast, hetzij aan een andere Minister, als bij voorbeeld de Minister van Justitie, zoals dit het geval is in het Groot-Hertogdom Luxemburg, hetzij aan een ambtenaar, wiens bevoegdheden zij op grond van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet behoort te bepalen.

.../...

Bezwaren schijnen hieraan niet te zijn verbonden, aangezien het stellen van het bevel tot tenuitvoerlegging een noodzakelijk gevolg van de verificatie van de authenticiteit der akte is en noch de bewaring van een minuut, noch het afgeven van uitgiften of afschriften impliceert.

Daar het verdrag tot oprichting van een Europese Gemeenschap voor kolen en staal bij de wet van 25 Juni 1952 is goedgekeurd, ontleent de Koning aan de artikelen 67 en 68 van de Grondwet voldoende macht om op deze wijze aan de artikelen 44 en 92 van het verdrag uitvoering te geven. Van de fiscale wetgeving hoeft hij zelfs niet af te wijken, aangezien geen enkele wet in hoofde van de ministers of de ambtenaren bij het algemeen bestuur aan wie hij mocht volmacht geven fiscaalrechtelijke gevolgen aan zodanig optreden verbindt.

Het staat hem eveneens vrij, het bevel tot tenuitvoerlegging in zover aan te passen als nodig is om het op de akten van de organen van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal toe te passen, aangezien artikel 30 van de Grondwet de Koning toch bevoegd verklaart om de tekst van dit bevel vast te stellen.

Op grond van die overwegingen stelt de Raad van State voor, de uitvoering van de artikelen 44 en 92 van het verdrag tot oprichting van een Europese Gemeenschap voor kolen en staal te verwezenlijken door middel van een koninklijk besluit, naar het voorbeeld van de achteraan in dit advies aanbevolen tekst.

.../...

Mocht de Regering evenwel van mening zijn, zich met dit voorstel niet te kunnen verenigen, dan dient in het voorontwerp van wet een bepaling ingevoegd te worden, waarin de verrichtingen van de griffier worden vrijgesteld, niet alleen, zoals in artikel 3 wordt gedaan, van het griffierecht, maar voornamelijk van de registratie- en van de zegelrechten, welke naar aanleiding daarvan zouden worden geheven bij toepassing van artikel 152, 2°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en van artikel 8, 2°, van het Wetboek der zegelrechten.

Om iedere twijfel aangaande de betekenis van artikel 4 weg te nemen, ware het bovendien raadzaam, dit artikel zo te redigeren, dat daaruit duidelijk blijkt dat de Koning alle bijkomende maatregelen kan treffen, die voor de uitvoering van de artikelen 44 en 92 van het verdrag nodig zijn.

De vrijstelling van het griffierecht zal overigens slechts nut opleveren voor zover het recht van uitgifte wordt bedoeld en voor zover de Regering, onder gebruikmaking van de in artikel 4 bepaalde macht, de griffier met het afgeven van uitgiften, afschriften of uittreksels van beschikkingen of uitspraken van de organen der Europese Gemeenschap voor kolen en staal wil belasten. Het is evenwel niet zeer duidelijk, hoe de griffier dergelijke stukken zou kunnen opmaken, aangezien de minuten niet onder zijn bewaring staan, maar bij de bevoegde organen van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal berusten.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TENUITVOERLEGGING VAN DE UITSPRAKEN VAN HET HOF VAN JUSTITIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR KOLEN EN STAAL EN VAN DE BESCHIKKINGEN VAN DE HOGE AUTORITEIT DIE GELDELIJKE VERPLICHTINGEN INHOUDEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29, 30, tweede lid, 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal, goedgekeurd bij de wet van 25 Juni 1952, inzonderheid op de artikelen 44 en 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 Juli 1951 waarbij het formulier van tenuitvoerlegging van de arresten en vonnissen vastgesteld wordt ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, en van Onze Minister van ...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Het stellen van het bevel tot tenuitvoerlegging op de uitspraken van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal en op de geldelijke verplichtingen inhoudende beschikkingen van de Hoge Autoriteit, waarvan de gedwongen tenuitvoerlegging in België moet voltrokken worden, wordt aangevraagd bij een aan de Minister van Buitenlandse Zaken gericht verzoek.

Bij dit verzoek worden gevoegd twee afschriften van de uitspraak of van de uit te voeren beschikking en twee voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van elke der vertalingen van de akte in de officiële talen van de Gemeenschap, behalve het Italiaans, welke vertalingen door het bevoegd orgaan van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal moeten zijn afgegeven en voor eensluidend gewaarmerkt.

Artikel 2.-

De Minister van Buitenlandse Zaken verifieert de authenticiteit van de uitspraak of van de beschikking en maakt melding van de verificatie op elk der bij het verzoekschrift gevoegde afschriften van de akte en afschriften van de vertalingen.

De Minister kan een ambtenaar van het Ministerie met deze bevoegdheid belasten.

.../...

Artikel 3.-

Na kennisneming van het bewijs van authenticiteit, dat door de Minister van Buitenlandse Zaken of door de daartoe gemachtigde ambtenaar op de afschriften is aangebracht, stelt de ... op een der twee afschriften van de uitspraak of van de beschikking het hiernavolgend bevel tot tenuitvoerlegging :

"Wij, BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden,
brengen ter kennis :

Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal heeft de ... de uitspraak hierboven gewezen :

of

De Hoge Autoriteit van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal heeft de ... beschikt hetgeen volgt :

Gelasten en bevelen aan alle daartoe gevorderde deurwaarders deze uitspraak beschikking ten uitvoer te leggen;

Aan onze procureurs-generaal en aan onze procureurs des Konings bij de rechtbanken van eerste aanleg, er de hand aan te houden en aan alle bevelhebbers en officieren van de openbare macht daartoe de sterke hand te lenen wanneer zij daartoe wettelijk gevorderd worden.

Gedaan te Brussel, de ... ".

.../...

Dit formulier wordt ondertekend door de ... (1) en het afschrift wordt met het zegel van het Ministerie gezegeld.

De...(1) vermeldt op het andere afschrift dat het bevel tot tenuitvoerlegging is gesteld en bewaart dit afschrift alsmede een afschrift van elke der vertalingen om ze in het archief van het Ministerie neer te leggen.

Het afschrift, voorzien van het bevel tot tenuitvoerlegging, en een exemplaar van de vertalingen worden overhandigd aan degene die om het stellen van het bevel heeft verzocht.

Artikel 4.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van ... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van ...

---

(1) In te vullen : de Minister of ambtenaar belast met het stellen van het bevel tot tenuitvoerlegging.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,
L. FREDERICQ. assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
raadsheren van State,
bijzitters van de afdeling wetgeving,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.